



## Déclaration FO – Rassemblement du 18 juin 2014

Merci d'avoir répondu à l'appel, malgré une météo maussade !

Le ministre Hamon a écrit une belle lettre à la communauté éducative que vous avez du recevoir dans votre boîte aux lettres académiques jeudi dernier.

Accompagné d'une lettre, à l'attention des parents, censée leur expliquer les « bénéfices de la réforme des rythmes ».

Il explique notamment aux enseignants :

« Cette nouvelle organisation du temps scolaire a fait l'objet de nombreux débats. Vous m'avez fait part de vos attentes, de vos doutes, de vos désaccords. Mais **personne ou presque** ne conteste plus le bien-fondé pour les élèves d'une semaine comportant cinq matinées de classe au lieu de quatre. »

**Personne ou presque ???** Mais de qui se moque notre ministre ? Comment peut-il encore afficher autant de mépris envers les personnels. Nous avons manifesté et nous étions en grève à plus de 80% le 14 novembre 2013, nous étions toujours aussi nombreux le 5 décembre pour demander la suspension de la réforme et l'abrogation du décret Peillon.

Et ce n'est pas les soi-disant « assouplissements » que proposent le décret Hamon qui ont renversé la tendance.

Pour preuve, depuis la rentrée, enseignants, parents animateurs, et personnels territoriaux se mobilisent contre ce décret,

- en faisant grève à l'appel de leurs organisations syndicales,
- en signant des pétitions au ministre pour qu'il abroge son décret ou aux maires pour qu'ils ne l'appliquent pas.

A **Aix** : pétition de 350 signatures d'enseignants et 500 signatures de parents pour demander au Maire de ne pas l'appliquer. A **Arles**, 2000 signatures. A **Marseille**, près de 500 signatures d'enseignants pour affirmer que le seul assouplissement possible, c'est l'abrogation du décret Peillon/Hamon !

Des communes, comme aux Pennes Mirabeau ou à Fos dans les Bouches du Rhône mais comme 2700 autres au niveau national ont voté des délibérations pour dire qu'ils n'appliqueraient pas la réforme à la rentrée.

Ce que nous disons à FO, c'est que la résistance est autant du côté des enseignants, des personnels communaux, des parents que des élus.

**Cette réforme personne n'en veut !**

Quel parent, quel enseignant, quel chronobiologiste peut encore croire, que regrouper les activités périscolaires sur le vendredi après-midi par exemple permettra aux élèves d'apprendre mieux le reste de la semaine ?

## **Je vous pose encore la question : de qui se moque le ministre ?**

Parce que cette réforme ne répond pas aux revendications des personnels,  
Parce que c'est le désordre à tous les niveaux,  
Parce que la prochaine rentrée s'annonce chaotique partout en France,  
**cette réforme doit être suspendue sur le champ et abandonnée !**

Ce que nous disons, à Force Ouvrière, c'est que **la responsabilité revient au ministre seul !**  
C'est lui qui est sourd à toutes nos revendications, qui passe outre les votes des organisations syndicales au CSE et au CTM qui ont majoritairement rejeté son décret mais qui le publie quand même, malgré tout, pour aller au bout de sa logique : celle de détruire le caractère national et républicain de l'Ecole et remettre en cause le statut des enseignants, à commencer par les remplaçants dont les heures pourraient être annualisées.

**Un mot sur Marseille**, puisque le Maire, après avoir résisté et tergiversé, décide finalement d'appliquer les nouveaux rythmes à la rentrée :

La mairie, contrainte maintenant par le DASEN et le recteur, demande aux conseils d'écoles de se réunir en urgence (d'ici jeudi soir) pour se prononcer sur 2 projets différents.

Pour le SNUDI FO, les enseignants et les parents ne doivent pas être obligés de choisir entre tel ou tel projet. **Il n'y a pas de « meilleur » ou de « moins pire » projet** puisque tous les deux sont cadrés par le décret.

**Et ce n'est pas parce que la municipalité en aurait proposé un plus tôt, il y a un ou 2 mois, qu'il aurait été forcément meilleur pour nous ou pour nos élèves !**

**Nul ne peut être dupe de la situation : la consultation des conseils d'écoles est un leurre !** Les décisions sont déjà prises par la Mairie et les autorités académiques.

Le seul prétexte, c'est de nous impliquer dans le choix de la nouvelle organisation de la semaine pour **mieux nous faire passer la pilule !**

C'est pourquoi nous invitons les enseignants et aux parents d'élèves de ne pas prendre part au vote et de ne pas se prononcer sur l'une ou l'autre proposition : **ce n'est pas à nous de choisir entre la peste et le choléra !**

Ne nous trompons pas de cible, le seul responsable de cette situation, c'est le ministre.

A Marseille comme ailleurs, nous ne voyons qu'une seule issue : **la suspension immédiate de la réforme et l'abrogation des décrets Peillon/Hamon.**

Enseignants, personnels communaux, parents et élus, je vous demande de rester unis dans ces revendications.

A FORCE OUVRIERE, nous respecterons ce mandat, comme nous le faisons **sans défaillir** depuis 2 ans déjà !

Si ce n'est pas encore fait, nous vous invitons à signer la pétition au ministre.

Nous vous informerons de la mobilisation en cours dans toutes les grandes villes de France aujourd'hui et des suites envisagées pour, tous ensemble, faire reculer le ministre !